

## Démocratie ? - 1/2

**Ca y est. La réforme des retraites est votée. La démocratie a gagné contre la rue ? Pas sûr. En fait, il se pourrait bien que la première victime de cette réforme soit une certaine idée de la démocratie.**

Un petit rappel pour commencer. Lors des élections présidentielles de 2002, l'extrême droite était opposée à la droite. Pour lui faire barrage, presque tous les partis de gauche et d'extrême gauche ont appelé à voter Chirac, qui a donc été élu par l'ensemble des opposants au fascisme. On pouvait donc raisonnablement espérer de lui qu'il gouverne en rassembleur. Pourtant, quelques mois plus tard, avaient lieu les élections législatives. Pour l'occasion, il a créé un nouveau parti dont le but était de lui apporter une majorité au parlement. Par une particularité du système électoral français (élection au scrutin majoritaire par circonscription et nom au scrutin proportionnel national), l'UMP a obtenu une écrasante majorité en obtenant seulement 40% des voix. Cela ajouté au fait que le parti doit en grande partie son élection au refus de la cohabitation (si Jospin avait été président, il est plus que probable que la majorité serait aujourd'hui de gauche) et au matraquage des médias sur l'insécurité fait que le gouvernement ne peut pas prétendre à l'aval d'une majorité des citoyens pour son programme. On aurait donc pu espérer qu'il gouverne avec modération.

Peine perdue. Sitôt arrivé au pouvoir, le gouvernement a appliqué une des politiques les plus à droite de notre histoire. Grâce à son immense majorité au parlement, il a pu faire passer notamment cette réforme des retraites pourtant rejetée par 62% des français. Pour justifier cela, un seul argument : c'est la seule façon de sauver le système par répartition. Il coupe ainsi court à toute forme de dialogue. Il refuse d'écouter les propositions autres que son projet (hausse des cotisations, taxation du capital...). De plus, il nous ment. Son projet est fait de telle manière qu'il va favoriser la capitalisation. Il ouvre ainsi la voie au sabotage du système par répartition au lieu de le sauver. Mais ce sont des détails. Le véritable problème est ailleurs.

Le vrai problème est la perversion de notre système électoral. Il est considéré comme une compétition ou une seule voie d'écart donnerait au vainqueur le droit de faire comme bon lui semble pendant 5 ans. Le gouvernement nous a prouvé que telle était sa vision des choses. Pour lui, la démocratie, c'est les jours d'élection et pas après. Et tous les autres jours alors ? Et bien on vit dans une dictature. La seule différence est que nous, on a élu nos dictateurs. Raffarin est resté sourd aux cris de la rue. Il a signé un accord avec une minorité syndicale et considère que cela suffit à légitimer sa réforme. Mais malgré ses dires, la rue doit gouverner. La rue, c'est le peuple. Et dans une démocratie, c'est le peuple qui gouverne. Le premier ministre n'est que son délégué, il tient son pouvoir de la volonté populaire. Mais notre gouvernement ne semble pas l'avoir compris. Et comment appelle-t-on un régime qui gouverne contre la volonté du peuple ?

Pour tenter de rendre sa réforme populaire et maintenir ainsi une illusion de démocratie, Raffarin nous envoie une lettre à chacun. Une lettre qu'il paie avec l'argent du contribuable (il a pas dit qu'il fallait faire des économies ???). Dans un autre régime, on aurait appelé ça de la propagande. Mais si sa réforme est juste, quel besoin a-t-il de matraquer son avis. Il avoue ainsi tacitement que sa réforme n'a rien de naturel.

Il est donc temps de réformer profondément notre système. La démocratie doit-être permanente :

- Il faut rendre leur pouvoir aux élections.
- Il faut penser de manière nationale et pas avec cet esprit de clocher qu'on voudrait officialiser avec la décentralisation.
- Les réformes les plus importantes doivent être soumises à référendum.
- Les accords entre partenaires sociaux doivent, pour être entérinés être signés par des organismes représentant obligatoirement une majorité des personnes concernées.
- Les hommes politiques doivent répondre de leurs actions devant les citoyens.
- Les coupables de corruption doivent être condamnés, quel que soit leur fonction ou leur parti.
- Les réformes doivent être discutées publiquement. Il doit y avoir de vraies discussions pour favoriser la transparence.

## Démocratie ? - 2/2

Si ces quelques idées sont appliquées, notre démocratie ne s'en portera que mieux. Il sera ensuite temps de penser à réformer l'économie, la vie sociale etc... Mais çà, c'est une autre histoire.